

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

4 septembre 2026

Rentrée scolaire : le gouvernement sacrifie encore l'école publique

Alors que des millions d'élèves font leur rentrée ce mois-ci, les élu-es écologistes dénoncent une situation alarmante dans les écoles de nos territoires. Entre suppressions aveugles de classes, renoncement face aux urgences climatiques et instabilité ministérielle chronique, le service public de l'éducation subit de plein fouet les conséquences de politiques court-termistes. **Le compte n'y est pas, et ce sont les enfants, les familles et les collectivités qui en paient le prix fort.**

Des fermetures de classes en série : le mépris du terrain

Partout en France, dans les zones rurales comme dans les cœurs de villes, cette rentrée est marquée par une vague de fermetures de classes incompréhensible. Le gouvernement fait le choix implacable de la logique comptable, au mépris absolu des mobilisations de parents d'élèves, des besoins pédagogiques des enfants et de l'aménagement équitable des territoires.

Ces décisions brutales allongent les temps de trajet des plus jeunes et plongent les élu-es locaux - qui se battent au quotidien pour faire vivre leurs écoles - dans l'incapacité totale de planifier l'avenir.

Canicule et urgence climatique : le gouvernement sabre ses propres promesses !

Alors que cet été a battu tous les records de chaleur, le gouvernement fait preuve d'un cynisme sidérant. Fin juin, au cœur d'une canicule historique qui a forcé environ 4 000 écoles à fermer temporairement et 11 000 autres à aménager leurs horaires, l'exécutif pavoisait en annonçant un plan d'urgence de plus de 50 millions d'euros pour rafraîchir les salles de classe.

Moins de deux mois plus tard, le mercure à peine retombé, Matignon a opéré une volte-face budgétaire brutale en sabrant purement et simplement 40 millions d'euros. Promesse initiale d'aider des milliers d'établissements ? Oubliée. L'aide a été drastiquement resserrée sur seulement 2 500 écoles jugées prioritaires, abandonnant l'immense majorité des territoires à leur sort.

En rognant sur ces crédits d'urgence pour privilégier de l'affichage politique au détriment des mesures immédiates de rafraîchissement (comme la pose de volets ou de brasseurs d'air), le gouvernement condamne durablement les élèves et les enseignant·es à suffoquer. Les élu·es écologistes le rappellent avec force : **face au bouleversement climatique, nos écoles doivent d'urgence devenir de véritables refuges, et non des pièges thermiques.**

Cette gestion chaotique trouve sa source dans le mépris constant accordé à l'éducation depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron : **valse des ministres, coupes budgétaires et mépris du dialogue social empêchent toute vision stratégique à long terme et épuisent la communauté éducative.**

L'alternative écologiste : construire un pays à hauteur d'enfants

Face à ce désengagement de l'État, les élu·es locaux écologistes, dans les collectivités qu'ils dirigent, prouvent chaque jour qu'une autre politique est possible en agissant directement sur les leviers locaux :

- **Repenser et adapter le bâti scolaire et périscolaire** : face aux canicules, nous portons la transformation globale des écoles et des centres de loisirs en véritables refuges climatiques. Cela passe par la rénovation thermique des bâtiments et par un objectif clair : 100 % de cours d'école végétalisées et débitumées. C'est aussi encourager l'évolution des pratiques pédagogiques en développant les apprentissages « hors les murs » (classes dehors, découverte du cadre de vie et de la nature).
- **Soutenir la communauté éducative et les métiers du lien** : les collectivités agissent au plus près pour valoriser les personnels qui font vivre l'école et le périscolaire. Cela implique d'améliorer le quotidien et la formation des ATSEM (Agent·es Territoriaux Spécialisé·es des Écoles Maternelles) – maillons essentiels de l'école maternelle – ainsi que d'accompagner au mieux l'ensemble des acteurs éducatifs et animateurs qui encadrent les enfants sur les temps périscolaires et extrascolaires.
- **Garantir une alimentation saine, durable et solidaire** : nos politiques locales s'engagent pour généraliser des cantines bio, locales et de saison, introduire la végétalisation progressive des assiettes, supprimer le plastique et proposer des petits déjeuners gratuits...

Parce qu'on ne répare pas l'école par le mépris et les restrictions budgétaires, les élu·es écologistes appellent à une mobilisation générale pour donner enfin à notre jeunesse les moyens de son avenir.